

MAROC : FICHE PAYS – MARS 2024

Catégorie OCDE (2024) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BB+ / Ba1 / BB+

Change : Dirham Marocain (MAD) / Régime de change ancré (40 % USD / 60 % EUR)

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050



FORCES

- Bonnes relations commerciales avec les pays africains
- Diversification des exportations
- Forte attractivité pour les investissements étrangers
- Solidité du système bancaire

FAIBLESSES

- Economie dépendante du secteur agricole
- Risque social élevé (chômage et disparités régionales)
- Fragilité de la nouvelle coalition
- Faible productivité de la main d'œuvre

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : En 2023, l'activité s'est redressée grâce au léger rebond du secteur agricole et à la résilience des secteurs touristiques et manufacturier. En 2024, l'activité sera principalement portée par l'investissement (reconstruction post séisme, infrastructures), mais des conditions climatiques mitigées compromettraient le rebond attendu du secteur agricole. A moyen terme, la croissance est attendue à un peu plus de 3 % par an en moyenne et serait portée par le dynamisme de l'investissement, stimulé par le Fonds d'investissement Mohammed VI (agriculture, tourisme, secteurs de l'innovation).
- Vulnérabilité des comptes publics : Le déficit public resterait creusé en 2024 (entre -4 % et -5 % du PIB, selon les estimations), en lien avec la hausse des dépenses (reconstruction post séisme et transferts pour faire face à un risque social élevé). Le pays entrera très probablement dans une phase de consolidation de ses finances publiques à partir de 2025. L'endettement public se stabiliserait autour de 68 % du PIB. Le niveau de risque souverain reste modéré à ce stade.
- Vulnérabilité extérieure : Le ralentissement de la zone Euro constitue un point d'inquiétude pour 2024 et pourrait peser sur le déficit courant, qui se creuserait légèrement (-3,2 % du PIB selon le FMI). Le soutien du FMI (EFF de 5 Mds USD et RFF de 1,3 Md USD) envoie un message positif et favoriserait la bonne tenue des réserves de change (5,2 mois d'importations). La Banque centrale veillera à ce que le différentiel de taux d'intérêt avec la zone euro ne se creuse pas pour préserver la stabilité du MAD.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire se montre résilient et les banques renforcent leurs ratios de solvabilité.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Le conflit sur le statut de la région du Sahara occidental continue d'être une source de risque pour le Royaume et alimente les tensions avec l'Algérie. Un dégel des relations est en cours avec l'Union Européenne. Par ailleurs, un chômage élevé (13,5 % fin 2023) et des inégalités fortes contribuent à entretenir un risque social non négligeable.
- Climat des affaires : Les indicateurs de gouvernance révèlent des fragilités (corruption, liberté d'expression). Une amélioration du climat des affaires est attendue (Nouvelle Chartes des Investissements) pour stimuler les investissements en provenance de l'étranger dans les secteurs des ENR et de la tech.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le Maroc présente des vulnérabilités face au changement climatique (stress hydrique, hausse des températures). Le pays produit plus de 19 % de son électricité via des ENR (solaire, éolien), où les investissements vont s'intensifier. Un Plan National sur l'Eau (11,5 Mds USD d'ici 2028) a été lancé pour répondre aux défis climatiques et énergétiques.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Espagne	22,5%	1 Espagne	15,3%
2 France	21,0%	2 France	11,4%
3 Inde	4,5%	3 Chine	10,8%
4 Italie	4,4%	4 Etats-Unis	7,1%
5 Brésil	3,8%	5 Turquie	5,2%

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Engrais	18,2%	Combustibles	20,8%
Véhicules	15,1%	Machines élec.	8,3%
Machines élec.	14,2%	Machinerie méca.	7,8%
Fruits et légumes	8,4%	Véhicules	7,5%
Vêtements	6,4%	Céréals	5,1%

Sources : CNUCED

Sources : ITC

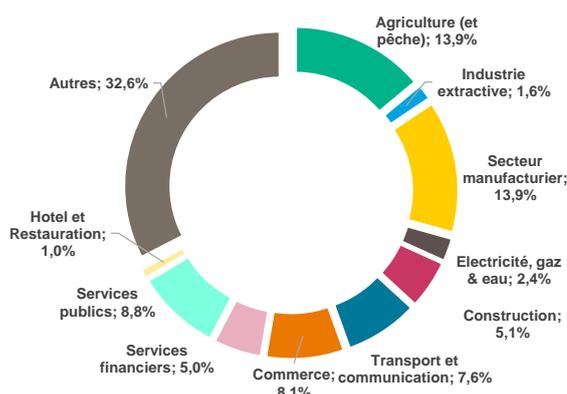


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MAROC	2020	2021	2022	2023 (e)	2024 (p)	2025 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)*	121	142	131	147	157	166
<i>Rang PIB mondial</i>	60	60	61	62	61	61
Population (Mns)*	36,0	36,3	36,7	37,0	37,4	37,7
<i>Rang Population mondiale</i>	40	40	39	39	40	39
PIB / habitant (USD)*	3 375	3 905	3 570	3 980	4 212	4 415
Croissance PIB (%)*	-7,2	8,0	1,3	2,4	3,1	3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,7	1,4	6,6	6,1	3,5	2,9
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	69,9	71,9	73,4	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	72,2	69,5	71,5	69,7	69,1	68,7
Solde public (% PIB)	-7,1	-6,0	-5,2	-4,9	-4,2	-3,8
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	9,3	8,4	8,0	9,0	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-1,2%	-2,3%	-3,5%	-3,1%	-3,2%	-2,9%
IDE (% du PIB)*	0,8%	1,1%	1,2%	1,2%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)**	10,6	8,0	5,9	5,3	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)*	51%	54%	51%	51%	44%	44%
Dette extérieure CT (% PIB)*	6,3%	7,5%	7,8%	7,1%	NA	NA
Taux de change**	8,9	9,3	10,5	10,1	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés**	15,7	15,8	15,6	NA	NA	NA
Taux de NPL**	8,4	8,5	8,5	8,8	NA	NA
ROE**	4,8%	8,3%	6,9	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	127	133	124	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	53	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	51	64	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO Octobre 2023), *Banque Mondiale, **Bank Al Maghrib, a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Maroc : part des secteurs dans le PIB (2021)



Sources : Haut Commissariat au Plan



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Le rebond agricole a permis une légère accélération de l'activité en 2023**

La croissance du PIB atteindrait près +2,4 % en 2023 (après +1,2 % en 2022). Lors de la campagne 2022/23, la production de céréales a progressé de +62 % sur un an, facilitant la reprise d'un secteur agricole touché par une forte sécheresse en 2022. Toutefois, ce rebond reste à relativiser, étant donné que le niveau de production reste de 15 % inférieur au niveau moyen de la période 2018-2022.

Après un repli en 2022 (-0,7 %), la consommation privée n'aurait que très légèrement rebondi en 2023 (+0,6 % selon le Haut-Commissariat au Plan), en lien avec un marché de l'emploi dégradé (taux de chômage à 13,3 % fin 2023) et une inflation toujours élevée (+6,1 % en m.a), qui a conduit la Bank Al-Maghrib (BAM) à resserrer les conditions de financement¹. Cette dernière a néanmoins marqué une pause dans son cycle de hausse des taux au T4, afin de soutenir l'activité post séisme de septembre. Le tremblement de terre n'aura finalement eu qu'un impact limité sur l'activité mais aurait occasionné une importante vague d'envois de fonds des expatriés². D'un point de vue sectoriel, l'automobile et le tourisme ont enregistré une hausse de leur activité, stimulant les exportations (cf. Partie 3), contrairement à l'agroalimentaire, la construction et le secteur extractif.

- **Reprise attendue en 2024 sous fond d'incertitudes**

En 2024, les instituts de prévision tablent sur une croissance du PIB comprise entre +2,8 % et +3,7 %. Étant donné les faibles précipitations en début de campagne agricole 2023/24³ et les répercussions sur le secteur agricole⁴, il semble probable que la croissance marocaine se situe en bas de fourchette.

L'activité économique sera principalement tirée par l'investissement, en lien avec les reconstructions dans la région d'Al Haouz (budgété à hauteur de 1,7 % du PIB pour 2024) post séisme. Hors incertitudes sur l'évolution de l'emploi agricole, plusieurs facteurs favoriseraient un rebond de la consommation privée en 2024 : réduction de l'inflation (+2,5 % en m.a selon le gouvernement, +3,5 % selon le FMI), dynamisme des envois de fonds des expatriés et hausse des dépenses publiques (notamment des aides familiales et pour l'accès au logement). Par ailleurs, la BAM profiterait du retour progressif de l'inflation vers sa cible (+2 %) pour maintenir ses taux directeurs inchangés, afin d'accompagner la reprise.

¹ Hausse des taux directeurs de +150 pbs depuis septembre 2022, à 3 %.

² Pour atteindre un niveau record de 12,1 Mds USD selon la Banque Mondiale, soit une hausse de +8,6 % en 2023.

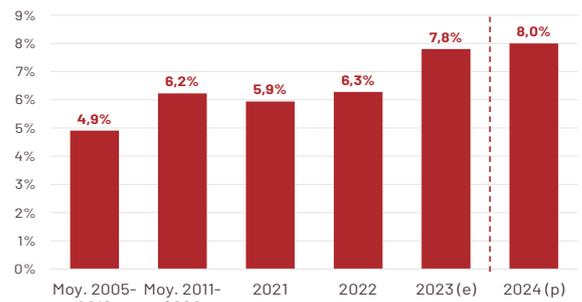
³ Taux de remplissage des barrages de 25 % fin février et déficit de pluviométrie de 40 % par rapport à la moyenne 2019-2023.

⁴ 11 % du PIB, 33 % de l'emploi formel et jusqu'à 50 % de l'emploi informel selon les estimations.

⁵ Le fonds Mohammed VI contribuerait à offrir des solutions de financement sous forme de fonds propres aux entreprises des secteurs de l'industrie, de l'innovation et des activités à fort potentiel de croissance, de l'agriculture et du tourisme.

⁶ Les projets éligibles devront créer entre 50 et 150 emplois permanents selon si l'investissement est supérieur ou non à 50 Mls MAD.

Maroc : Investissement public (% PIB)



Source : Ministère des Finances (e) : estimation, (p) : prévision

Le faible dynamisme en zone euro (+0,9 % en 2024 selon le FMI) constituera un point d'inquiétude pour les entreprises exportatrices marocaines (cf. Partie 3) et pourrait mener à une contribution négative des exportations nettes à la croissance du PIB en 2024.

- **Un secteur bancaire résilient**

Le secteur bancaire marocain entreprend depuis plusieurs années une expansion à l'international (15 % de l'encours de crédit portent sur des contreparties non-résidentes, principalement en Afrique subsaharienne, ce qui constitue un canal de risque). Les prêts non performants se stabilisent à un niveau relativement élevé (8,8 % de l'encours total des prêts en 2023), mais les banques semblent suffisamment bien provisionnées à ce stade et affichent de solides ratios de solvabilité (Core Tier 1 à 12,4 % à fin 2022 selon la BAM). Malgré une hausse des marges nettes sur intérêts, la rentabilité des banques marocaines a eu tendance à se dégrader depuis la hausse des taux.

- **Perspectives à moyen terme**

La croissance du PIB marocain s'établirait à +3,3 % par an en moyenne d'ici 2028 selon le FMI. L'activité serait principalement portée par l'investissement privé, grâce aux activités du Fonds d'investissement Mohammed VI⁵.

La nouvelle charte des investissements, opérationnelle depuis mars 2023, combinée avec le développement accru de partenariats public-privé devrait également stimuler les investissements privés, plus spécifiquement dans les secteurs innovants de la tech et des Énergies renouvelables (ENR). L'Etat financerait sous forme de subventions jusqu'à 30 % de projets industriels, sous certaines conditions⁶. L'objectif est de faire passer la part des investissements privés à 60 % PIB d'ici 2035, contre 29 % actuellement. Le pays pourrait par ailleurs bénéficier de la réorganisation des chaînes de valeur mondiale, comme c'est déjà le cas dans les secteurs



automobile et aéronautique et potentiellement dans le domaine des composants électriques (projets chinois pour la construction de batteries lithium-ion à Tanger).

Le Plan d'accélération industrielle 2021-2025 visant à accélérer le développement d'une industrie performante à travers le développement de la recherche et de l'innovation ou encore l'adoption de nouveaux modes de production devrait permettre de générer des emplois, accroître la part de l'industrie dans le PIB et améliorer l'attractivité du pays pour les investissements étrangers.

En revanche, les faiblesses structurelles, telles que le taux de chômage élevé, le poids de l'économie informelle (estimé à 30 % du PIB selon la BAM), la forte dépendance au secteur agricole en matière d'emploi, pourraient peser sur l'évolution des revenus de la population et ainsi limiter l'expansion de la consommation privée. Pour tenter de répondre au défi majeur d'un secteur de l'emploi dégradé, un nouveau programme « Awrach 2 » a été lancé⁷, la première version n'ayant pas proposé des résultats probants dans un contexte économique peu porteur.

Pour faire face aux risques liés aux ressources en eau (cf. Partie 5), qui pénalisent notamment le secteur agricole, un plan national a été lancé et vise à investir 11,5 Mds USD dans les infrastructures d'ici 2028 (barrages, usines de désalinisation de l'eau de mer).

2. FINANCES PUBLIQUES

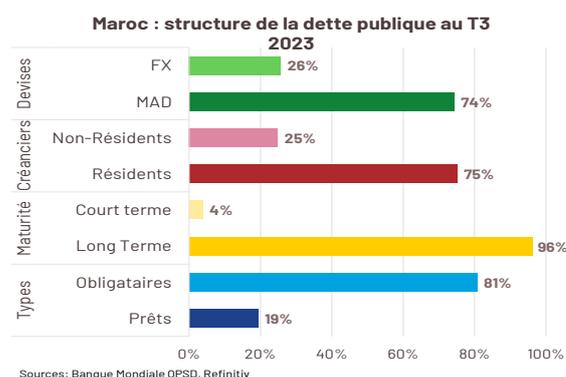
Depuis 2020, la succession d'évènements adverses (crise sanitaire, tensions inflationnistes post guerre en Ukraine) a contribué à creuser le déficit public⁸ et à augmenter la dette publique (+11,5 pts de PIB en 2022 par rapport à 2019, à 71,5 %). En 2023, le prolongement des mesures pour lutter contre l'inflation (subventions, hausse du salaire minimum et des pensions) n'a pas favorisé un net redressement du solde public (-4,9 % du PIB après -5,2 % en 2022, selon le FMI).

En 2024, l'accélération de l'activité et la réforme de la TVA permettraient de stimuler les recettes fiscales et de réduire le déficit. La cible du gouvernement (-4 % du PIB) risque cependant de ne pas être atteinte au vu de son hypothèse de croissance du PIB optimiste (+3,7 %), d'autant plus que la levée de certaines subventions (butane, sucre, blé) a été reportée et que les dépenses resteraient dynamiques (investissement dans les infrastructures, hausse du service de la dette, programme de « Développement de l'Etat Social »). Après avoir réémis avec succès sur les marchés internationaux des capitaux en 2023, le gouvernement compte couvrir 57 % des besoins de financement du Budget 2024 via le marché extérieur.

⁷ Versement d'une prime d'appui à l'emploi pour les employeurs, ou encore la formation des non diplômés, etc.

⁸ Un déficit public de -6,1 % du PIB en moyenne en 2020-2022, contre -3,8 % du PIB entre 2015 et 2019.

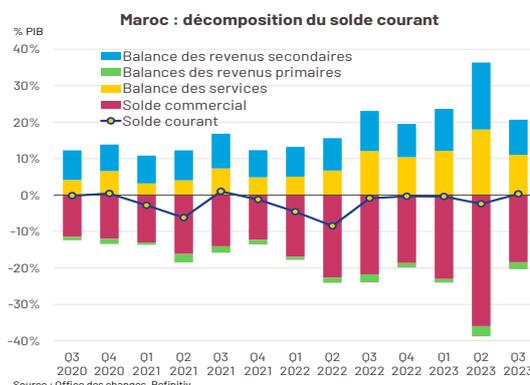
Le Maroc devrait procéder à un rééquilibrage plus important de ses comptes publics sur la période 2025-2026, probablement via une baisse graduelle des subventions. Une telle consolidation permettrait de stabiliser la dette publique à 67 % du PIB à moyen terme. Libellée à 74 % en monnaie locale, à 75 % détenue par des résidents, la structure de la dette ne présente pas de risques importants à ce stade. Par ailleurs, la dette obligataire dispose d'une maturité moyenne longue (4,7 ans au total et 6 ans pour les eurobonds).



3. POSITION EXTÉRIEURE

• Résultats mitigés à l'export

En 2023, le déficit courant se serait légèrement réduit (-3,1 % du PIB) en lien principalement avec la hausse de l'excédent de balance des services (tourisme) et des revenus secondaires (envois de fonds des expatriés). La réduction des prix des matières premières a permis d'alléger la facture énergétique du pays, dès lors les importations en valeur ont eu tendance à se replier au S2 2023, tandis que les performances à l'export ont évolué en ordre dispersé : forte hausse des exports en valeur pour les automobiles et les biens électriques / électroniques (respectivement +35 % et +27 % sur un an) et repli pour le phosphate (-30 %).



La zone euro représente près de 60 % des débouchés à l'export, 87 % des envois de fonds des expatriés et 50 % des flux IDE entrants en moyenne. Dès lors, une croissance morose en Europe (cf. Partie 1) pèserait sur les résultats de la balance des paiements. Une demande



externe moins soutenue (hors secteurs spécifiques comme l'automobile et les biens électroniques où les perspectives de demande sont positivement orientées), combinée à une hausse des importations pour répondre aux besoins de reconstruction, ne favoriserait pas un redressement du solde courant en 2024.

- **Le soutien du FMI dope les réserves**

Les craintes liées à la baisse rapide des réserves de change en 2022 (-7,5 %) se sont finalement dissipées avec les signatures en 2023 d'un accord pour une ligne de crédit modulable (EFF) de 2 ans avec le FMI pour un montant de 5 Mds USD⁹ puis d'une ligne de 1,3 Md USD post séisme pour aider le pays à faire face aux changements climatiques et à se renforcer face aux catastrophes naturelles (RFF). Fort de ces accords et du redressement de la balance des services, les réserves de change ont augmenté de +6,5 % en 2023.

Dans ce contexte et avec la baisse de la valeur de l'USD, le MAD a eu tendance à stabiliser face à son panier de devises de référence¹⁰ en 2023. Pour assurer la stabilité du MAD en 2024, la BAM sera vigilante à ne pas creuser davantage le différentiel de taux d'intérêt par rapport à la zone euro au S1¹¹, avant que celui-ci se résorbe probablement au S2 avec l'assouplissement monétaire attendu du côté de la Banque Centrale Européenne.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Les indicateurs sociaux restent dégradés**

En 2022-2023, le pic d'inflation, surtout pour les biens alimentaires (+11,8 % sur la période), a eu tendance à augmenter le risque social, déjà non négligeable. Ces dernières années auront été marquées par plusieurs manifestations contre le coût de la vie et également pour dénoncer les liens des autorités avec Israël.

Si la stabilité politique n'est pas menacée à ce stade, les autorités sont vigilantes à la montée des tensions sociales : mesures pour protéger le pouvoir d'achat de la population en 2022-2023 et hausse des dépenses sociales en 2024 (aides aux familles, à l'accès au logement, assurance maladie, etc.). Les attentes sont élevées, notamment concernant le programme Awrach 2 (cf. Partie 1) pour significativement améliorer les conditions sur le marché du travail, dans un pays où le chômage (supérieur à 35 % dans les zones urbaines et chez les jeunes) et la faiblesse du taux d'emploi (43,2 %) apparaissent comme des défis majeurs.

- **Statut conflictuel du Sahara occidental**

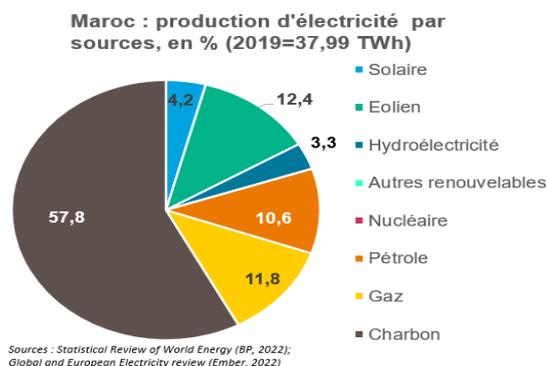
Le conflit qui oppose depuis des décennies le gouvernement et le Front Polisario au sujet du statut de

la région du Sahara occidental continue d'être une source de risque pour le Maroc. Le Royaume rejette toute éventualité de référendum sur l'indépendance. Dès lors, les tensions devraient perdurer comme l'attestent les récents attaques à Es Semara fin 2023.

Le statut du Sahara occidental alimente également des tensions avec l'Union Européenne (UE), avec qui le Maroc a d'autres contentieux¹². Si le Maroc a récemment obtenu l'approbation de l'Espagne et du Portugal concernant son projet d'autonomie du Sahara occidental, les relations avec l'Algérie restent très tendues (sans risque d'escalade militaire à ce stade). Cette situation a des répercussions économiques, l'Algérie ayant fermé son gazoduc Maghreb-Europe, transitant par le Maroc, alors le Maroc couvrirait 97 % de ses besoins en gaz avec l'Algérie¹³.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Maroc présente un niveau de risque physique modéré à élevé, avec des fragilités face au changement climatique (stress hydrique, hausse des températures). Pour y faire face, le programme National pour l'Approvisionnement en Eau Potable et Irrigation a été lancé (cf. Partie 1). Selon la Banque Africaine de Développement, 93 Mds d'USD seraient nécessaires d'ici 2030 pour répondre aux défis du changement climatique.



Le Maroc dispose de ressources solaires et éoliennes parmi les plus importantes au monde ce qui lui permet de produire plus de 19 % de son électricité via des sources d'ENR. Ses capacités de production d'électricité sur la base d'ENR atteignent actuellement 38 % et le pays vise à les augmenter à hauteur de 52 % d'ici 2030 (20 % éolien et solaire, 12 % hydroélectrique). Par ce biais, le pays ambitionne également de réduire sa dépendance aux importations d'énergie fossile, décarboner ses produits pour gagner en compétitivité à l'export (notamment pour les fertilisants avec le lancement du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières en UE) et à développer son potentiel dans

⁹ Les autorités ont signalé percevoir cet accord comme une mesure de précaution, la possibilité de tirer sur cette ligne de crédit a tendance à renforcer la confiance des investisseurs, notamment sur l'évolution des réserves de change.

¹⁰ Le régime de change repose sur un ancrage à un panier de devises (40 % USD / 60 % EUR).

¹¹ Ce différentiel est actuellement négatif, du fait de taux d'intérêt plus élevés en Zone euro, une première depuis 2008.

¹² Suspicion de corruption de membres de Parlement européen, non-respect de la liberté d'expression, affaire d'espionnage « Pegasus » et régulation des visas avec la France.

¹³ Le Maroc achète désormais le gaz algérien par l'intermédiaire de l'Espagne, toujours desservie par un autre gazoduc.



l'hydrogène vert (5^e plus grand potentiel dans le monde selon la Banque d'Afrique de Développement).

Le Maroc a pour objectif la neutralité carbone d'ici 2050. En 2021, le pays a revu à la hausse son objectif de réduction des GES à -45,5 % pour 2030 par rapport à son scénario de référence (-42 % auparavant).

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.